

## Élections européennes : Pas une voix pour Macron, ni pour la myriade de candidatures bourgeoises !

Dans la palanquée de listes présentes au vote, on cherche avec difficulté une liste qui puisse offrir une issue pour la classe ouvrière et la jeunesse : 38 listes qui, quasi toutes, sont des listes bourgeoises et dont certaines, infra politiques, sont étrangères à tout projet d'ensemble, faisant prévaloir par exemple la défense des animaux, ou bien celle des enfants, ou l'esperanto...

### Une caricature d'élection démocratique

Il est relativement facile de présenter des candidats à ces élections, car l'enjeu est limité, le « Parlement » européen ne disposant que de pouvoirs réduits. Et l'Union européenne n'est pas un État, ni fédéral ni confédéral, mais plutôt un cartel d'États nationaux reliés entre eux par des traités plus ou moins contraignants.

Ce qui fonde l'existence de l'Union européenne, c'est la défense du capitalisme, qui s'est historiquement développé dans le cadre des états nationaux mais qui étouffe désormais dans des frontières trop étroites, sans pouvoir pour autant constituer une confédération.

Si l'U. E. n'efface pas l'existence d'intérêts contradictoires entre les États membres, ces États sont par contre totalement unis pour s'attaquer aux droits et acquis sociaux des prolétariats d'Europe.

Or, on trouvera difficilement, parmi les 38 listes, une liste qui défende les intérêts de classe des travailleurs.

### Une débauche de souverainisme et de nationalisme

On a droit à toute une série de listes qui prônent la sortie de l'Union européenne, de listes qui clament « l'Europe ça suffit » ou « non à l'Europe » et conjuguent à toutes les sauces le mot « France » (qui est, au choix, « *Insoumise, Fière* » ou qui « *Revient* »).

La plupart de ces listes liées à la droite la plus radicale, se réclament de la « *république souveraine* » (Nous le Peuple) mais aussi de « *l'union populaire* » n'offrant comme projet que le retour au capitalisme national, lequel ne vaut pas mieux (bien au contraire) pour les salariés : l'exemple du Brexit anglais le prouve amplement.

### Davantage d'Europe... capitaliste

D'autres listes, à l'inverse, veulent de plus d'Europe : « *pour l'armée européenne* » en particulier. Cette Europe-là restera celle de la défense du Capital.

Dans tous les cas, au niveau européen, il n'y a aucun changement à attendre de ces élections et rares sont les listes à expliquer que cette Europe ne peut être modifiée de manière progressive, que l'Europe dont les travailleurs ont besoin, c'est d'une Europe radicalement différente, où le capitalisme a été exproprié, une union des *États socialistes d'Europe*. Sur cet objectif, il faut que, dans chaque État, le combat soit mené contre l'État bourgeois et ses gouvernements successifs.

Mais dans le cadre actuel, ce à quoi il faut s'attendre, c'est à plus de politique réactionnaire.

Ainsi, 15 gouvernements européens viennent de réclamer un nouveau durcissement de la politique migratoire de l'Union. Il s'agit en particulier de délocaliser les migrants non régularisés, comme veut le faire le Royaume-Uni avec le Rwanda.

Et, aux Pays Bas, l'extrême droite vient de former un gouvernement avec la « droite » classique tandis qu'au niveau européen, Ursula von der Leyen, tête de liste de la droite européenne, le Parti populaire européen, évoque le 29 avril l'éventualité d'une alliance avec Giorgia Meloni, dirigeante d'extrême droite du gouvernement italien.

## **Un enjeu national**

Dans ces conditions, nombre de salariés et de jeunes vont s'abstenir.

D'autres feront de ce vote un enjeu national, avec un objectif simple : infliger une défaite politique à la liste propulsée par Macron et Attal, dans la perspective d'en finir avec ce gouvernement bourgeois, avec cette politique.

Voter contre Macron ? C'est un objectif légitime. Mais cela ne peut être en votant pour un autre parti bourgeois, pour un parti dit d'extrême droite, xénophobe et ultra réactionnaire : les exemples du gouvernement italien et, plus récemment, néerlandais montrent qu'entre « droite » et « extrême droite », toutes les alliances sont possibles.

La seule alternative réelle à Macron reste un vote en faveur d'une organisation « *du mouvement ouvrier* », ou ayant encore un lien, fût-il ténu, avec le mouvement ouvrier.

Mais la politique suivie par ces organisations affaiblit leur lien avec les travailleurs.

Le PS, plutôt que de mettre en tête de liste l'un de ses militants, désigne comme candidat un politicien issu des rangs du libéralisme.

Par ailleurs, le PCF, dont le dirigeant qualifie les policiers d'« ouvriers de la sécurité » (Fabien Roussel, le 31-10-21), se refuse, comme LO, le NPA-R et tant d'autres, à tout soutien à la résistance du peuple ukrainien qui fait face à l'agression de Moscou. Manon Aubry, tête de liste de la FI, va jusqu'à prétendre, le 12 mai, que « *les Russes n'ont pas marché sur Kyiv* ». Et tous se complaisent dans une politique de division face à Macron.

Mais nombre de travailleurs, dans leur volonté de chasser Macron et d'infliger une défaite à toutes les listes bourgeoises, voteront pour l'une de ces organisations.

Reste à définir quelques axes politiques majeurs, quelques revendications, qui puissent dessiner les contours d'un vote remettant en cause, véritablement la politique de Macron.

### **Sur le plan international :**

Pour un véritable soutien à la résistance du peuple ukrainien alors que Macron fait des « phrases » et en même temps qu'il envoie l'ambassadeur français à la récente investiture de Poutine et que la France (compte tenu de son PIB) est l'un des plus faibles contributeurs européens à l'aide à l'Ukraine.

En défense du peuple palestinien, pour en finir avec la guerre à Gaza, et avec la criminalisation, par le gouvernement de Macron, de toute expression de soutien aux droits nationaux du peuple palestinien.

Pour en finir avec la politique coloniale du gouvernement Macron, en Nouvelle Calédonie en particulier, et pour le soutien aux revendications du peuple kanak.

### **Sur le plan national :**

Assez de mesures liberticides qui s'attaquent aux droits d'expression, d'organisation, de manifestation. Assez de politique hostile aux migrants : Liberté de circulation et d'installation !

Assez de politique d'austérité ! Hausse générale des salaires et rattrapage du pouvoir d'achat perdu ! Échelle mobile des salaires !

Pour faire de la santé et de l'école publique une réelle priorité en termes de moyens, et de postes, ce qui implique d'exiger, en premier lieu, le retrait du projet Guerini de dislocation du statut des fonctionnaires, le retrait du projet de réforme du recrutement du personnel enseignant, l'abrogation du « choc des savoirs » !

Pour abroger les mesures et lois décidées contre les retraites, contre les chômeurs, etc.

Pour la rupture avec le dialogue social.

C'est autour de tels axes que peuvent se regrouper des forces véritablement alternatives à la politique de Macron.

28 mai 2024